

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYgone - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 16/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE

Etablissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_RC4_2025-07-10_RAPVI-MED_PPC_MFM_01678
Code AIOT : 0006209828

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE

- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT : 0006209828
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid. Cet établissement est classé Seveso seuil haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PS, PPC et PE), ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matières premières. La visite du 15 mai 2025 porte sur les installations de l'atelier RC4, situé au sein du secteur « résines logistique utilités » (RLU). L'atelier RC4 est notamment réglementé par :

- l'arrêté préfectoral n°200-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (arrêté cadre) ;
- l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-295 du 28 septembre 2015 modifié (atelier RC4).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conditions de suivi des appareils de mesure en continu - chaudières A et B	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 (partiel)	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Surveillance des rejets atmosphériques - chaudières A et B	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 3.2.2 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Indisponibilité de l'oxydateur thermique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Emissions diffuses fugitives de COV entre 2022 et 2024	Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 3.2.3.1 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractéristiques et traçabilité du combustible utilisé - chaudières A et B	Arrêté Préfectoral du 28/09/2025, article 3.1.4.2 (partiel)	Sans objet
4	Raccordement au traitement par oxydation thermique	Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 3.2.2 (partiel)	Sans objet
6	Surveillance des rejets atmosphériques - oxydateur thermique	Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 3.2.2 (partiel)	Sans objet
8	Surveillance des rejets aqueux en 2024	Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 3.2.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite du 15 mai 2025, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant :

- dans un délai de deux mois, de respecter certaines dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié en ce qui concerne la mise en œuvre de la procédure QAL3 (cf. point de contrôle n°2) ;
- dans un délai de deux mois, de respecter certaines dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié en ce qui concerne le respect de la vitesse d'éjection minimale des gaz de combustion de 8 m/s (cf. point de contrôle n°3) ;
- dans un délai de deux mois, de respecter certaines dispositions de l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2006 modifié en ce qui concerne la transmission des rapports de surveillance des émissions atmosphériques pour la campagne 2024 de l'atelier RC4 en prenant en compte les observations du présent rapport (cf. point de contrôle n°3) ;
- dans un délai de trois mois, de respecter certaines dispositions de l'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié en ce qui concerne la valeur limite d'émission des rejets diffus fugitifs de l'atelier RC4 (cf. point de contrôle n°7).

De plus, il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 15 mai 2025, la nécessité de transmettre :

- dans un délai de deux mois, les résultats des mesures de l'AST et du QAL2 réalisées en 2025 en prenant en compte les observations du présent rapport en ce qui concerne le paramètre poussières (cf. point de contrôle n°2) ;
- dans un délai de deux mois, les éléments permettant de justifier que les dispositions nécessaires ont été prises pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin

les fabrications suite à l'indisponibilité de l'oxydateur thermique Y8450 et qu'une surveillance et un enregistrement des données ont été réalisés lors de l'utilisation du réseau torche suite au dysfonctionnement de l'oxydateur thermique Y8450 entre juillet 2024 et mai 2025 (cf. point de contrôle n°5).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques et traçabilité du combustible utilisé - chaudières A et B

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2025, article 3.1.4.2 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Les deux chaudières, de puissance nominale unitaire de 19,42 MWth, sont des chaudières à foyer mixte utilisant seul ou simultanément deux combustibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du gaz naturel (combustible principal) ; - de l'éthylène fourni par les purges de l'atelier Polyéthylène. Ces purges sont issues de la séparation en fin de procédé du polyéthylène et de l'éthylène gazeux non polymérisé. <p>[...]</p> <p>Afin d'assurer la traçabilité des combustibles utilisés, l'exploitant tient à jour un registre qu'il conserve a minima 5 ans dans lequel sont précisés quotidiennement et a minima, à chaque modification de la qualité du combustible utilisé:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du combustible utilisé (répartition gaz naturel / éthylène); - son origine (L43 ; L41 ; L43+L41, poste de distribution de gaz naturel) ; [...]"
<p>Constats :</p> <p>Les deux chaudières fonctionnent en alternance par tranche de 6 heures, en utilisant soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de gaz naturel ; • un mixte purge éthylène / gaz naturel. <p>L'inspection des installations classées constate, lors de la visite du 15 mai 2025, sur la base du constat en salle de contrôle, du logiciel de suivi instantané présenté et du fichier synthétique de suivi transmis par courriel de l'exploitant du 16 mai 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que l'exploitant dispose d'un fichier de suivi avec calcul instantané de la valeur limite d'émission (VLE) en fonction de la proportion de combustible utilisé ; • que la chaudière A est en fonctionnement et la chaudière B à l'arrêt, lors de la visite ; • l'utilisation d'un combustible mixte gaz naturel/purge d'éthylène pour la chaudière A ; • que seule la ligne L43 est à l'origine de la composition du combustible "purge éthylène".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de suivi des appareils de mesure en continu - chaudières A et B

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

"Suivi appareil de mesure en continu.

I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités en appliquant les dispositions des normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Les exploitants appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

Les performances des appareils de mesure sont évaluées selon la procédure QAL 1 et les appareils sont choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés sur site selon la procédure QAL 2 et leur dérive et leur aptitude au mesurage sont contrôlées périodiquement par les procédures QAL 3 et AST.

[...]

II. - Le contrôle périodique réglementaire des émissions effectué par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance ou le contrôle QAL2 des appareils de mesure en continu. [...]"

Constats :

Lors de la visite du 15 mai 2025 et sur la base des documents transmis par courriels de l'exploitant des 16 mai et 13 juin 2025, l'inspection des installations classées constate :

- Procédure QAL 1 (assurance qualité des analyseurs) :
 - la certification QAL1 pour les analyseurs des chaudières A et B (EL3000) le 15 février 2022 (certificat n°0000059872_02 valable jusqu'au 1er mars 2027) ;
- Procédure QAL 2 (tests de variabilité) :
 - la réalisation, par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées, des tests de variabilité QAL2 entre novembre 2020 et janvier 2021, par type de combustible (mixte éthylène/gaz naturel et 100% gaz naturel) pour les chaudières A et B (4 rapports de 24 décembre 2020 et 12 février 2021) ;
 - la réalisation des essais pour chaque paramètre étudié (poussières, CO, NOx et O2) ;
 - l'organisme agréé conclut à la conformité globale des analyseurs AMS pour l'ensemble des tests réalisés sur la période de novembre 2020 et janvier 2021 ;
- Procédure AST (test de surveillance annuel) :
 - la réalisation des AST en 2022 et 2023 par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées (rapport du 28 mars 2023 pour la campagne 2022 et rapport du 18 avril 2024 pour la campagne de 2023) ;
 - l'organisme agréé conclut à la validité des résultats en ce qui concerne la fonction d'étalonnage et le test de variabilité pour les paramètres O₂, CO, NOx ;
 - les rapports de 2022 et 2023 ne détaillent pas les tests réalisés pour le paramètre poussières et ne concluent pas sur les résultats des AST pour ce paramètre ;
 - l'absence d'AST en 2024.

Lors de la visite d'inspection du 15 mai 2025, l'exploitant déclare qu'il ne met pas en œuvre la procédure QAL3 pour les chaudières A et B.

Par courriel du 13 juin 2025, l'exploitant déclare que :

- les mesures QAL2 et AST font l'objet d'un contrat pluriannuel et qu'il n'y a pas de commande spécifique pour ces analyses qui permettrait de justifier que la commande a déjà été passée pour l'année 2025 pour les mesures QAL2 et AST ;
- l'intervention QAL2 a été réalisée dans la semaine du 2 juin 2025 et les résultats seront transmis dès réception ;
- les tests annuels de surveillance sur les analyseurs (AST) ont été réalisés dans la semaine du 2 juin 2025 et les résultats seront transmis dès réception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans un délai de 2 mois, certaines dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié en ce qui concerne la mise en œuvre de la procédure QAL3 pour les chaudières A et B en prenant en compte les différents combustibles utilisés.

L'inspection des installations classées demande également de transmettre, dans un délai de 2 mois, les résultats des mesures de l'AST et du QAL2 réalisées en 2025 en prenant en compte les observations ci-dessus en ce qui concerne le paramètre poussières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Surveillance des rejets atmosphériques - chaudières A et B

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 3.2.2 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié (partiel)

Nom du conduit	Installations raccordées	V i t e s s e m i n i m a l e d'éjection (m/s)	Combustible	Débit maximal en Nm ³ /h
C h e m i n é e chaudière n°1 (A)	Chaudière gaz naturel/éthylène	8	Gaz naturel _____ Éthylène	25 840 _____ 24 483
C h e m i n é e chaudière n°2 (B)	Chaudière gaz naturel/éthylène	8	Gaz naturel _____ Éthylène	25 840 _____ 24 483

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions

normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

article 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié (partiel)

"Les rejets issus des chaudières respectent les valeurs limites suivantes en concentration et en flux [...]"

	Combustible 100% gaz naturel	Combustible 100% gaz naturel	Combustible 100% "purgés éthylène"	Combustible 100% "purgés éthylène"	
Paramètre	Valeur limite en concentration (mg/Nm ³)	Flux maximal horaire (kg/h) par chaudière	Valeur limite en concentration (mg/Nm ³)	Flux maximal horaire (kg/h) par chaudière	
Poussières	5	0,13	10	0,24	
NOx	100	2,6	200	4,8	
SO ₂	35	0,9	35	0,84	
CO	100	/	250	/	
Métaux lourds (*) : Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	/	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)	/	
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure	1 exprimée en (As + Se + Te)	/	1 exprimée en (As + Se + Te)	/	

(Se), tellure (Te) et leurs composés					
Plomb (Pb) et ses composés	1 (<i>exprimée en Pb</i>)	/	1 (<i>exprimée en Pb</i>)	/	
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5 <i>exprimée en (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)</i>	/	5 <i>exprimée en (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)</i>	/	
HAP	0,01	/	0,01	/	
COV non méthaniques	50 <i>exprimée en carbone total</i>	1,3	50 <i>exprimée en carbone total</i>	1,22	

[...]

En cas d'utilisation simultanée des 2 combustibles, les valeurs limites d'émissions pour chacun des paramètres sont définies selon la formule suivante :

VLE paramètre A = (VLE pour le paramètre A définie pour le combustible 100% gaz naturel multipliée par la puissance thermique fournie par le gaz naturel + VLE pour le paramètre A définie pour le combustible 100% éthylène multipliée par la puissance thermique fournie par l'éthylène) / somme des puissances thermiques fournies par tous les combustibles."

article 3.2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié

"Chaque chaudière est équipée d'une mesure en continu des paramètres suivants, dans les gaz de combustion rejetés à l'atmosphère :

- débit ;
- température ;
- pression ;

- teneur en oxygène ;
- NO_x ;
- Poussières ;
- CO.

Pour chaque chaudière :

- l'exploitant réalise une mesure semestrielle des oxydes de soufre et une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. A défaut, il peut, après accord du préfet, utiliser d'autres procédures telles que prévues à l'article 25.III de l'arrêté ministériel du 26 août 2013;
- les concentrations en COVNM, formaldéhyde, HAP et métaux dans les gaz résiduels sont mesurées une fois par an par un organisme agréé ;
- l'exploitant fait effectuer à fréquence semestrielle, par un organisme agréé selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé et ses éventuelles modifications ultérieures, une mesure des paramètres suivants :
 - débit ;
 - vitesse d'éjection ;
 - température ;
 - pression ;
 - NO_x ;
 - poussières ;
 - SO₂ Au lieu de la mesure semestrielle prévue au présent alinéa, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de SO₂. Ces procédures font appel aux normes CEN pertinentes ou, en l'absence de normes CEN, aux normes ISO, aux normes nationales ou d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données de qualité scientifique équivalente ;
 - CO."

article 26 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2006 modifié

"Les résultats de l'auto surveillance des rejets à l'atmosphère des ateliers assujettis sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées. Ils sont présentés sous une forme synthétique facilement exploitable et sont accompagnés d'une analyse des éventuels dépassements des seuils fixés par les arrêtés d'autorisation et d'un compte-rendu détaillé des mesures compensatoires prises ou envisagées pour limiter ces dépassements. Les résultats doivent être complétés par des renseignements relatifs aux points de prélèvements, aux conditions de fonctionnement pendant les mesures, au niveau de production et aux débits rejetés. Une mesure annuelle au minimum est effectuée par un organisme extérieur. Lorsque des contrôles continus sont effectués, cette mesure permet de vérifier le bon fonctionnement du matériel d'analyse."

Constats :

Surveillance continue réalisée par l'exploitant :

Sur la base du fichier de suivi avec calcul instantané de la valeur limite d'émission (VLE) et des fichiers de synthèse de la surveillance continue en 2023 et 2024, présentés lors de la visite du 15 mai 2025, l'inspection des installations classées constate :

- que l'exploitant réalise une synthèse annuelle des dépassements des VLE via un tableau de

bord, sur les années 2023 et 2024 ;

- l'absence de dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) pour les mesures continues réalisées par l'exploitant ;
- par sondage, les valeurs d'émissions instantanées suivantes lors de la visite du 15 mai 2025 : CO : 7 mg/Nm³ (VLE calculée 167 mg/Nm³) et NOx : 85 mg/Nm³ (VLE calculée 144 mg/Nm³).

Surveillance périodique réalisée par un organisme agréé :

Sur la base des rapports 2023 et 2024 de surveillances annuelles et semestrielles des émissions des chaudières A et B, présentés lors de la visite du 15 mai 2025, l'inspection des installations classées constate :

- l'absence de dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) pour les mesures annuelles et semestrielles réalisées par une organisme agréé en 2023 et 2024 ;
- une vitesse d'éjection inférieure à 8 m/s pour les deux chaudières ;
- un débit supérieur à 5 000 Nm³/h (compris entre 6 840 et 14 856 Nm³/h) ;
- sur les rapports de surveillance annuelle et semestrielle susmentionnés :
 - l'absence de précision concernant la répartition gaz naturel/purge d'éthylène ;
 - l'absence de VLE calculée en prenant en compte le ratio gaz naturel/purge d'éthylène ;
 - l'absence d'indication concernant la puissance réelle et puissance nominale de la chaudière ;
 - l'absence de commentaire en ce qui concerne les résultats sur la mesure de vitesse d'éjection des gaz de combustion au regard du débit mesuré.

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas transmis les rapports de surveillance des rejets atmosphériques concernant les chaudières A et B pour la période 2024, présentés lors de la visite d'inspection du 15 juin 2025, et ce malgré les demandes par courriel de l'inspection des installations classées des 16 mai et 10 juin 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans un délai de deux mois :

- certaines prescriptions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié concernant le respect de la vitesse d'éjection minimale des gaz de combustion de 8 m/s pour les chaudières A et B susmentionnées ;
- certaines prescriptions de l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2006 modifié en ce qui concerne la transmission des rapports de surveillance des émissions atmosphériques des chaudières A et B pour la campagne 2024 en prenant en compte les observations listées dans le constat ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Raccordement au traitement par oxydation thermique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 3.2.2 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié (partiel)

"[...] installations raccordées à l'oxydateur thermique :

- Bacs de stockage des solvants : bacs T8315 et T8316 pour le toluène et bacs T8311 et T8312 pour le MTBE.
- Bac de stockage des déchets organiques (T8318).
- Bacs T8330 A et B de stockage des produits finis (Krasol et Ricon).
- Ballons tampons d'oxydes d'éthylène et de propylène (B8126 et B8127).
- Le système de vide (Y8160).

[...]

- Les capacités à différents étages du procédé (B8101A/B, B8102, B8108, B8112, B8128, R8110, B8115, B8117, R8120, R8130, B8139, B8185, B8195, B8175, B8178). [...]"

article 3.1.5 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié (partiel)

"Afin de limiter les émissions diffuses de COV, notamment de butadiène mais également des différents solvants mis en œuvre dans l'unité de production (toluène, MTBE, méthanol), les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- les événements des 4 réservoirs de stockage de solvants (2 de toluène et 2 de MTBE), du réservoir de stockage des déchets organiques (provenant du recyclage des solvants), ainsi que des 2 réservoirs de stockage de produits finis Krasol et Ricon, sont raccordés au réseau de collecte des événements pour être traités dans un oxydateur thermique ; [...]"

extrait de l'étude de dangers de l'atelier RC4 - révision décembre 2020

"[...] Le ballon de garde hydraulique B8459 permet de collecter les événements des équipements suivants, en fonctionnement normal :

- les événements pouvant contenir de l'hydrogène, en provenance des sections de préparation du catalyseur ou de la section réactionnelle (R8110, B8115, B8117) ;
- les événements du système de vide (Y8160) ;
- les événements des ballons tampons d'oxyde d'éthylène et d'oxyde de propylène (B8126 et B8127) ;
- les événements des ballons de stockage (T8311, T8312, T8315, T8316, T8318 et T8330 A/B) et de l'ensemble de l'unité process (B8102, B8108, B8112, B8128, R8130, R8120, B8139, B8185, B8195, B8175, B8178).

Les vapeurs contenues dans le ciel du ballon de garde B8459 sont envoyées vers l'oxydateur Y8450 pour y être incinérées.

Dans le cas où l'oxydateur serait indisponible, un collecteur permet d'envoyer la phase gaz à la torche via le ballon collecteur B8460 par ouverture d'une vanne. [...]"

Constats :

Sur la base des constats terrain réalisés lors de la visite du 15 mai 2025 et du schéma de tuyauterie et instrumentation (PID) de l'atelier RC4, l'inspection des installations classées constate, par

sondage, que :

- le système de vide Y8160, les capacités situées à différents étages du procédé, les ballons tampons B8126 et B8127, les bacs de stockage des solvants T8315, T8316, T8311 et T8312 et les réservoirs T8318, T8330A et T8330B sont connectés au réseau de l'oxydateur thermique Y8450 via le ballon de garde B8459 ;
- 4 réseaux issus du process, identifiés comme les 4 réseaux événements sur le PID, sont connectés au ballon de garde B8459 susmentionné ;
- le ballon de garde B8459 est connecté à l'oxydateur thermique Y8450 et au réseau torche (n°1 ou n°2) par l'intermédiaire d'un by-pass dirigé vers le ballon collecteur B8460 ;
- une injection d'azote est réalisée pour envoi vers le réseau torche. La torche est utilisée en cas de dysfonctionnement de l'oxydateur thermique (P° ou T° haute) ;
- l'atelier RC4 recense uniquement des rejets canalisés et des rejets diffus fugitifs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Indisponibilité de l'oxydateur thermique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

article 19 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié (partiel)

"Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

[...]

Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. [...]"

article 4.2 de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 (partiel)

"Afin d'éviter les émissions atmosphériques provenant des torchères, l'exploitant ne recourt au torchage que pour des raisons de sécurité ou lors du fonctionnement de l'installation en dehors des conditions normales d'exploitation (OTNOC), à l'aide d'au moins une des techniques indiquées ci-dessous. [...]

b. Technique : Gestion de l'unité

Description : Il s'agit notamment de garantir l'équilibre du système combustible/gaz et d'utiliser des dispositifs avancés de contrôle des procédés.

Applicabilité : Applicable d'une manière générale.

[...]

Afin de réduire les émissions atmosphériques provenant des torchères lorsque le torchage est inévitable, l'exploitant applique au moins une des deux techniques énumérées ci-dessous. [...]

b. Technique : Surveillance et enregistrement des données dans le cadre de la gestion des torchères

Description : Surveillance continue du gaz mis à la torche, mesures du débit de gaz et estimations des autres paramètres [par exemple composition, enthalpie, taux d'assistance, vitesse, débit du gaz purgé, émissions polluantes (par exemple NOX, CO, hydrocarbures, bruit)]. L'enregistrement des données relatives aux opérations de torchage permet en général de consigner, entre autres, la composition estimée ou mesurée du gaz mis à la torche, la quantité estimée ou mesurée de gaz brûlé et la durée de l'opération. L'enregistrement permet de quantifier les émissions et éventuellement d'éviter de futures opérations de torchage.

Applicabilité : Applicable d'une manière générale."

point 1. de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 (partiel)

"[...] Terme : OTNOC

Définition : Conditions d'exploitation autres que normales. Les conditions OTNOC comprennent par exemple la défaillance d'équipements critiques pour la maîtrise des émissions atmosphériques canalisées ou pour la prévention des accidents ou incidents susceptibles d'entraîner des émissions atmosphériques, les opérations de démarrage et d'arrêt, les fuites, les dysfonctionnements, les arrêts momentanés ou l'arrêt définitif de l'exploitation. [...]"

Constats :

Sur la base de la main courante présentée par l'exploitant lors de la visite du 15 mai 2025, l'inspection des installations classées constate :

- l'arrêt et l'indisponibilité de l'oxydateur thermique Y8450 entre juillet 2024 et mai 2025 ;
- l'arrêt de la production de l'atelier RC4 entre octobre et décembre 2024 ;
- la consignation des événements liés à l'indisponibilité de l'oxydateur thermique Y8450 entre juillet 2024 et mai 2025 dans un registre;
- la réalisation des actions suivantes par l'exploitant :
 - recherche des causes entre juillet et août 2024 ;
 - intervention d'une entreprise extérieure en août 2024 et décembre 2024 ;
 - identification de la cause du dysfonctionnement en décembre 2024 (vanne de by-pass de la cheminée de l'oxydateur) ;
 - intervention de l'entreprise extérieure pour la réparation en mai 2025 (l'exploitant déclare, lors de la visite du 15 mai 2025, que les délais important d'approvisionnement de la vanne de by-pass sont liés à la spécificité de l'équipement) ;
- la mise en place d'un by-pass vers la torche n°1 entre juillet et octobre 2024 et janvier et mai 2025.

Lors de la visite du 15 mai 2025, l'inspection des installations classées constate le fonctionnement de l'oxydateur thermique Y8450 en salle de contrôle sur le système numérique de contrôle commande (SNCC) et sur le terrain. L'exploitant déclare que des tests sont en cours suite à l'installation de la nouvelle vanne début mai 2025.

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courriel du 3 juillet 2025, les résultats de la campagne de suivi des rejets atmosphériques de l'oxydateur thermique Y8450 réalisée le 4 juin 2025 par une entreprise de contrôle (rapport du 2 juillet 2025). Les éléments transmis n'appellent pas d'observation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier, dans un délai d'un mois :

- que les dispositions nécessaires ont été prises pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications suite à l'indisponibilité de l'oxydateur thermique Y8450 ;
- qu'une surveillance et un enregistrement des données ont été réalisés lors de l'utilisation du réseau torche suite au dysfonctionnement de l'oxydateur thermique Y8450 entre juillet 2024 et mai 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Surveillance des rejets atmosphériques - oxydateur thermique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 3.2.2 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié (partiel)

Nom du conduit	Installations raccordées	V i t e s s e m i n i m a l e d'éjection (m/s)	Combustible	Débit maximal en Nm3/h
Oxydateur thermique	<ul style="list-style-type: none">- Bacs de stockage des solvants : bacs T8315 et T8316 pour le toluène et bacs T8311 et T8312 pour le MTBE.- Bac de stockage des déchets organiques (T8318).- Bacs T8330 A et B de stockage des produits finis (Krasol et Ricon).- Ballons tampons d'oxydes d'éthylène et de propylène	8	Gaz naturel pour les phases de préchauffage et de démarrage Effluents gazeux des stockages et du procédé (MTBE, toluène, méthanol, butadiène, oxydes d'éthylène et de propylène).	800

	propylène (B 8 1 2 6 et B 8 1 2 7). - Le système de vide (Y8160). - Les systèmes d'injection de solides (X8113 et X8148). - Les capacités à différents étages du procédé (B 8 1 0 1 A / B , B8102, B8108, B8112, B8128, R8110, B8115, B8117, R8120, R8130, B8139, B8185, B8195, B8175, B8178).			
--	---	--	--	--

article 3.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié

"Les rejets issus de l'oxydateur thermique respectent les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie de l'oxydateur thermique :

- NOx (en équivalent NO2) ≤ 100 mg/m3 ;
- CH4 ≤ 50 mg/m3 ;
- CO ≤ 100 mg/m3 ;
- COV totaux à l'exclusion du méthane ≤ 50 mg/m3 exprimé en carbone total. L'exploitant justifie que le rendement d'épuration est supérieur à 98%. Si tel n'est pas le cas, la valeur limite d'émission est de 20 mg/Nm3."

article 3.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié (partiel)

"[...] Dans tous les cas, l'exploitant fait procéder, par un organisme agréé, à un contrôle [...] annuel, du respect des valeurs limites d'émission applicables aux rejets atmosphériques de l'oxydateur catalytique.

Les résultats et leur interprétation sont transmis dès réception à l'Inspection des Installations Classées.

Les valeurs limites d'émission sont considérées respectées lorsquela moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission."

<p>Constats :</p> <p>Sur la base des documents présentés lors de la visite du 15 mai 2025 (Bilans SME 2023 et 2024 et rapport de surveillance annuelle des émissions de l'oxydateur thermique Y8450 en 2023) et du rapport de surveillance annuelle des émissions de l'oxydateur thermique Y8450 en 2025 transmis par courriel de l'exploitant du 3 juillet 2025, l'inspection des installations classées constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que l'exploitant fait procéder aux contrôles par un organisme agréé ; • le respect des valeurs limite d'émission (VLE) sur les campagnes annuelles réalisées en 2023 et 2025 ; • l'absence de surveillance des émissions en 2024 (arrêt de l'oxydateur thermique Y8450 entre juillet 2024 et avril 2025 et arrêt des unités de production de l'atelier RC4 entre octobre et décembre 2024).
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Emissions diffuses fugitives de COV entre 2022 et 2024

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 3.2.3.1 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Les émissions de COV de l'atelier Résines C4 sont soumises aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC- 237 du 14 décembre 2009 et de ses éventuelles modifications ultérieures imposant la mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils.</p> <p>Les émissions de COV générées par l'atelier Résines C4 sont intégrées au schéma de maîtrise des émissions (SME) [...]</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses de COV (dont émissions fugitives) de l'atelier Résines C4, n'excède pas 2,7 t/an"</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rejets de l'atelier RC4 identifiés sont soit canalisés soit diffus fugitifs (cf points de contrôle n°4 et 5) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les événements, réacteurs, stockages sont connectés à l'oxydateur thermique Y8450 via le ballon de garde B8459 ; • l'exploitant réalise un recensement des fuites de COV par des campagnes de surveillance des rejets diffus fugitifs. <p>L'inspection des installations classées constate, sur la base des rapports de surveillance des émissions diffuses fugitives de 2022 à 2024, un dépassement systématique des émissions diffuses autorisées (résultats compris entre 3,9 et 4,5 t/an). L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier les dépassements observés sur les rejets diffus fugitifs lors de la visite et suite à la visite du 15 mai 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Considérant les éléments ci-dessous, l'inspection des installations classées propose au préfet de</p>

mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans un délai de 3 mois, la valeur limite d'émission en ce qui concerne les rejets diffus fugitifs de l'atelier RC4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Surveillance des rejets aqueux en 2024

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2015, article 3.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

"Les effluents aqueux en sortie de l'atelier Résines C4 (en amont de la fosse STE) respectent les valeurs limites suivantes :

- La moyenne mensuelle des flux journaliers des hydrocarbures totaux n'excède pas 20kg/j.

	CARACTÉRISTIQUES DU REJET AQUEUX EN SORTIE DE L'ATELIER RÉSINES C4	CARACTÉRISTIQUES DU REJET AQUEUX EN SORTIE DE L'ATELIER RÉSINES C4
CARACTÉRISTIQUES DU REJET AQUEUX EN SORTIE DE L'ATELIER RÉSINES C4	Valeurs limites de rejet	Valeurs limites de rejet
Paramètre	Concentration en mg/L	Flux en kg/j
Toluène	600	14,4
Lithium (en ion lithium Li+, associé à l'ion hydroxyde)	7000 En outre le rejet ne dépasse pas 3400 mg/l en moyenne annuelle	170 En outre le flux rejeté ne dépasse pas 82 kg/j en moyenne annuelle

article 3.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015 modifié

"Les contrôles précisés dans le tableau ci-dessous sont réalisés sur les effluents en sortie de l'atelier Résines C4, excepté la mesure de pH réalisée en sortie STE, avant envoi à la station biologique d'ARKEMA.

Les analyses sont effectuées sur un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.

Paramètre	Fréquence
Débit	Mesure en continu et détermination

	quotidienne du volume journalier (24 h)
pH	Journalière
Toluène	Hebdomadaire
Lithium (en ion lithium Li+, associé à l'ion hydroxyde)	Hebdomadaire
Naphtalène	Hebdomadaire

A l'issue d'une période de surveillance minimale de 6 mois dans des conditions normales d'exploitation, et au regard des résultats obtenus, une actualisation des modalités de suivi du paramètre naphtalène pourra être engagée pour ce paramètre à la demande de l'exploitant."

article 2.4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2015 modifié

"Sauf disposition contraire, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures pour les concentrations peuvent dépasser les valeurs limites prescrites sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.

Dans le cas de prélèvements instantanées, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite."

Constats :

Sur la base de la cartographie des rejets aqueux du site TEPF et des constats terrain réalisés lors de la visite du 15 mai 2025 sur l'atelier RC4, l'inspection des installations classées constate que :

- l'atelier RC4 dispose d'un point de rejet pour les effluents industriels, en aval de ses installations. Ce rejet est canalisé vers la fosse STE avant envoi vers la station de traitement final (STF) exploité par un autre industriel de la plateforme ;
- les prélèvements sont réalisés avant rejet vers la fosse STE.

Sur la base des résultats déclarés par l'exploitant sous GIDAF entre janvier 2024 et mars 2025, l'inspection des installations classées constate, par sondage, le respect des valeurs limites d'émissions (VLE) et de la fréquence de surveillance des rejets aqueux de l'atelier RC4 pour les paramètres hydrocarbures totaux, pH, toluène, lithium et naphtalène.

Type de suites proposées : Sans suite